

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 Nîmes

Nîmes, le 06/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SOPREMA**

15 rue de Saint Nazaire

--

67100 Strasbourg

Références : 2025-12-588

Code AIOT : 0100000776

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement SOPREMA implanté 12 Avenue de l'Escadrille -- 30800 Saint-Gilles. L'inspection a été annoncée le 17/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de la mise en service de l'usine exploitée par la société SOPREMA sur la commune de Saint-Gilles. Il s'agit donc de la visite d'inspection initiale.

L'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE », notamment certaines dispositions relatives à la prévention des risques technologiques.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOPREMA
- 12 Avenue de l'Escadrille – 30800 Saint-Gilles
- Code AIOT : 0100000776
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société SOPREMA exploite une usine de fabrication de panneaux d'isolation à base de mousse de polyuréthane. L'établissement est classé Seveso seuil bas.

Le fonctionnement du site est réglementé par l'arrêté préfectoral n°22-034N du 29 août 2022 autorisant l'exploitation d'installations de fabrication et de stockage de panneaux en polyuréthane situées ZAC MITRA sur la commune de Saint-Gilles.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement

**Thèmes de l'inspection :**

- ATEX
- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 6.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 6.2.1	Demande d'action corrective	1 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 6.3.1	Demande d'action corrective	2 mois
8	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 et 50	Demande d'action corrective	2 mois
9	Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement et manipulat	Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 6.1.4.2	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Matériels utilisables en atmosphères explosibles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Sans objet
4	Surveillance et gardiennage du site	Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 6.2.6.3	Sans objet
6	Surveillance et réseau de détecteurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Sans objet
7	Prévention du risque foudre	Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 6.6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a permis de vérifier le respect d'un ensemble de prescriptions techniques relatives à la prévention des risques technologiques: installations et matériels électriques, localisation des risques, état des matières stockées, moyens de lutte contre l'incendie et détection incendie.

A l'issue de la visite, il apparaît que l'exploitant devra se mettre en conformité vis-à-vis de 4 points: le plan de localisation des risques, l'état des matières stockées, l'entretien des avaloirs pluviaux des aires de dépotage et le système d'extinction automatique d'incendie.

L'inspection demande aussi à l'exploitant de transmettre dès réception le rapport de vérification annuelle des installations électriques.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 6.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux normes en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> <p><u>Article 66 de l'AM du 04/10/2010</u></p> <p>A. Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux</p>

exigences.

L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

B. Dans les locaux de l'installation recensés comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion en application de l'article 48, un interrupteur central ou arrêt d'urgence, bien signalé et repéré sur un plan, permettant de couper l'alimentation électrique des locaux concernés est installé de manière à être accessible depuis l'extérieur sauf si l'alimentation électrique des dispositifs de sécurité est maintenue lorsqu'elle est nécessaire à leur fonctionnement.

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté le bon de commande de l'APAVE n°2844812-2 du 7 juillet 2025 relatif à la prestation de la vérification initiale des installations électriques de l'établissement (délivrance du certificat Q18). Selon l'exploitant, l'organisme était en cours d'intervention le jour de l'inspection pour la vérification initiale annuelle des installations électriques.

Une vérification des installations électriques par thermographie a également été effectuée par l'APAVE le 20 octobre 2025. Le compte rendu Q19 mentionne 2 anomalies concernant un compresseur d'air (échauffement anormal causé par le desserrage de la borne de connexion d'un bornier en défaut) et une ligne de conditionnement de la zone de production (échauffement anormal causé par une mauvaise connexion des conducteurs dans le répartiteur). Le degré de priorité de ces deux anomalies correspond respectivement à un niveau 1 (action immédiate) et à un niveau 2 (action sous 2 mois à compter de la réception du rapport).

Au regard de ces deux défauts, le rapport conclut que *"le risque d'incendie est présent. La levée des anomalies constatées dans les délais préconisés permettrait de réduire ce risque."*

La première anomalie a été levée le 29 octobre 2025 par la société AES qui a procédé au remplacement du bornier hors service (le rapport d'intervention a été consulté), tandis que le second défaut a été levé en interne par le service de maintenance le 4 novembre 2025 avec traçabilité dans la GMAO.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre dès réception, le compte rendu de vérification des installations électriques de l'APAVE faisant suite à son intervention du 10 décembre 2025.

En cas d'observations relevées, l'exploitant adressera dans le même délai, un plan d'actions justifiant des mesures correctives prévues pour lever les non-conformités selon un degré de priorisation des travaux.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Localisation des risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 6.2.1

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification des zones à risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan général systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) rédigé par le CNPP en mai 2025. Les zones à risque d'explosion, dites zones ATEX ont été identifiées sur le site et sont recensées de manière exhaustive dans le document. Les zones ATEX sont localisées au niveau:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des cuves de stockage du pentane (ciel gazeux des cuves, volume intérieur des cuves, au droit des événements des réservoirs);</li> <li>- de l'aire de dépotage des cuves (réseau de branchement des flexibles de dépotage);</li> <li>- de l'unité de dosage (volume intérieur des 2 cabines de dosimétrie);</li> <li>- de la ligne de fabrication (volume intérieur du four sur 18 m et au droit des événements d'extraction en toiture);</li> <li>- de la ligne d'usinage des mousses (volume intérieur du broyeur);</li> <li>- du système de dépoussiérage (volume intérieur du ventilateur, des canalisations de transfert, du cyclone, du filtre à manches, du silo de stockage, de la trémie et de la presse).</li> </ul> <p>Ces zones ATEX ainsi que les zones à risque d'incendie et à risque toxique ne sont pas reportées sur un plan général du site.</p> <p>L'inspection constate toutefois que le risque d'explosion et les consignes à observer (par exemple l'interdiction de fumer ou d'utiliser son téléphone) sont affichés à l'entrée des zones ATEX sus-citées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'établir un plan général du site sur lequel devront figurer les zones à risque d'explosion listées dans le DRPCE, mais également les zones à risque d'incendie et éventuellement les zones à risque toxique.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que dans le cas où des zones à risque toxique sont identifiées sur le site, la nature du risque devra être explicitement mentionnée au droit de ces zones.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification des matériels utilisables en atmosphères explosibles

**Prescription contrôlée :**

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Article R557-7-5 du CE

Les procédures mentionnées à l'article L. 557-5, à suivre pour évaluer la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles, sont celles figurant aux paragraphes 1 à 4 de l'article 13 et aux annexes III à IX de la directive 2014/34/UE du 26 février 2014 susmentionnée.

Article R557-7-6 du CE

La déclaration de conformité mentionnée à l'article R. 557-2-4 est dénommée déclaration UE de conformité. Elle est établie selon le modèle défini à l'annexe X de la directive 2014/34/UE du 26 février 2014 susmentionnée.

Toutefois, les composants ne font pas l'objet d'une déclaration UE de conformité ; une attestation écrite de conformité est délivrée par le fabricant déclarant la conformité de ces composants avec les dispositions du présent chapitre et indiquant leurs caractéristiques ainsi que les conditions de leur incorporation dans des appareils ou des systèmes de protection qui contribuent au respect des exigences essentielles de sécurité qui s'appliquent aux appareils ou aux systèmes de protection finis.

Chaque produit est accompagné d'une copie de la déclaration UE de conformité ou de l'attestation de conformité. Cependant, lorsqu'un grand nombre de produits est livré à un seul utilisateur, l'ensemble ou le lot concerné peut être accompagné d'une seule copie de la déclaration UE de conformité ou de l'attestation de conformité susmentionnée.

Article R557-7-7 du CE

Le marquage mentionné à l'article L. 557-4 est le marquage CE tel que défini à l'article 30 du règlement (CE) n° 765/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits et abrogeant le règlement (CEE) n° 339/93 du Conseil, suivi :

- du numéro d'identification de l'organisme habilité mentionné à l'article L. 557-31 lorsque celui-ci intervient dans la phase de contrôle de la fabrication ; le numéro d'identification de l'organisme habilité est apposé par l'organisme lui-même ou, sur instruction de celui-ci, par le fabricant ou son mandataire ;
- du marquage spécifique de protection contre les explosions " Epsilon-x " tel que représenté au c du paragraphe 1 de l'article 38 de la directive 2014/34/UE du 26 février 2014 susmentionnée, des symboles du groupe et de la catégorie d'appareils et, le cas échéant, des autres marquages et informations définis au point 1.0.5 de l'annexe II de ladite directive ;
- le cas échéant, de toute autre marque indiquant un risque ou un usage particulier ; en

particulier, les produits qui sont conçus pour des atmosphères explosives spécifiques sont marqués en conséquence.

**Constats :**

L'exploitant a présenté par sondage les certificats de conformité de certains équipements utilisés en zone ATEX (capteur au niveau de la zone de stockage du pentane, ventilateur présent au droit d'une cuve de pentane et pompe de dosage du pentane au niveau de la ligne de dosimétrie).

Le marquage spécifique des appareils ATEX consultés (tel que Epsilon-x II 2 G ou 3 G), mentionné dans les attestations de conformité, est en adéquation avec le type de zone où peuvent se former des atmosphères explosives, zones identifiées au préalable dans le DRPCE évoqué dans la fiche de constat n°2.

Lors de la visite de terrain, le marquage est constaté présent sur les capteurs de la zone de dépotage du pentane et de la dosimétrie et conforme au regard des attestations de conformité consultées.

S'agissant des installations électriques présentes dans les zones ATEX, l'exploitant précise que le DRPCE a été mis à la disposition de l'organisme en charge de la vérification des installations électriques.

L'inspection rappelle à l'exploitant que le compte rendu "Q18" rédigé à l'issue de cette vérification, devra comporter l'avis de l'organisme sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé, présents dans les zones ATEX.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Surveillance et gardiennage du site**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 6.2.6.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Surveillance et gardiennage du site

**Prescription contrôlée :**

Le site fait l'objet d'une télésurveillance.

Une procédure décrit la conduite à tenir en cas de détection d'une intrusion sur le site.

**Constats :**

Le site dispose de deux catégories de caméras: des caméras thermiques pour la détection précoce en cas d'intrusion et des caméras vidéos pour la levée de doute.

En cas de détection d'une intrusion sur le site, l'alerte est notifiée sur les téléphones du directeur et de la personne d'astreinte avec un report vers la société de télésurveillance. Cette dernière effectue la levée de doute au moyen des caméras de vidéosurveillance installées sur le site. Si une intrusion sur le site est avérée, le télésurveilleur intervient rapidement sur le site, la société étant basée à une dizaine de kilomètres de l'usine.

Une procédure d'astreinte référencée FR U SGL DR PR 001 V1 a été rédigé le 10 mars 2025 dans le cadre de la surveillance continue du site. Elle définit la conduite à tenir par les personnes effectuant des astreintes, en cas d'appel provenant soit de la centrale incendie, l'origine du report d'alarme pouvant être un dérangement de la centrale incendie ou un déclenchement incendie, soit d'une alerte process liée uniquement à l'unité de stockage du pentane et à l'unité de dosimétrie, soit de la centrale intrusion.



N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 6.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Les besoins en eau pour assurer la défense incendie du site ont été estimés à 480 m<sup>3</sup>/h sur 2 heures, soit au total 960 m<sup>3</sup> suivant le document technique D9.

L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie, adaptés aux risques à défendre et comme précisés comme ci-après :

- un réseau interne de poteaux incendie bouclé et maillé qui comprend 5 poteaux incendie munis de raccords normalisés et répartis sur la voie carrossable tous les 150 m, dont 4 poteaux d'un débit unitaire de 60 m<sup>3</sup>/h et 1 poteau d'un débit unitaire de 120 m<sup>3</sup>/h,
- un système d'extinction automatique d'incendie (sprinklage) équipant les halles de production et de stockage ainsi que les locaux techniques, adapté aux produits présents et présentant les caractéristiques suivantes :
  - une réserve d'eau d'un volume minimal de 500 m<sup>3</sup>,
  - des têtes thermofusibles qui déclenchent la détection incendie dans les bâtiments,
- un système de détection automatique d'incendie équipant l'ensemble des bâtiments (halles de production et de stockage, cuverie, local IBC, locaux techniques et locaux sociaux). Ce système de détection incendie pouvant être intégré au système d'extinction automatique, pour les locaux protégés par ce système.

Les moyens sont complétés par les moyens suivants :

- deux poteaux incendie externes référencés n°138 et 139, pouvant délivrer respectivement un débit de 64 m<sup>3</sup>/h et 155 m<sup>3</sup>/h,
- d'extincteurs en quantité suffisante répartis à l'intérieur des bâtiments, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées,
- des robinets d'incendie armés (RIA) implantés dans les locaux (halle de stockage, halle de production, cuverie et local IBC) et situés à proximité des issues.

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Article 68 de l'AM du 04/10/2010

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la

maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

#### **Constats :**

##### **Constats :**

L'exploitant a défini ses besoins en eau selon le document technique D9 dans le cadre de la procédure de demande d'autorisation de 2022. Le débit requis calculé est de 480 m<sup>3</sup>/h pendant deux heures, soit au total 960 m<sup>3</sup>.

Les moyens de lutte contre l'incendie disponibles sont les suivants :

- un réseau interne de poteaux incendie bouclé et maillé qui comprend 5 poteaux incendie munis de raccords normalisés et répartis sur la voie pompiers tous les 150 m, 3 poteaux incendie devant pouvoir délivrer un débit en simultané de 300 m<sup>3</sup>/h;
- une bache d'eau de 240 m<sup>3</sup>, mise en place au nord-ouest du site à proximité de l'entrée des poids lourds. Elle est équipée de 2 poteaux d'aspiration et de 2 aires de stationnement pour les engins de secours;
- deux poteaux incendie externes implantés sur la voie d'accès à l'usine, dont la dernière mesure de débit réalisée par la commune relève des débits de 64 m<sup>3</sup>/h et 155 m<sup>3</sup>/h.

La défense incendie du site est complétée par les moyens suivants :

- des extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées;
- des robinets d'incendie armés (RIA) implantés dans les locaux (halle de stockage, halle de production, cuverie et local IBC) et situés à proximité des issues;
- un système d'extinction automatique d'incendie (sprinklage) équipant les halles de production et de stockage ainsi que les locaux techniques qui est alimenté par une réserve aérienne de 960 m<sup>3</sup> au moyen d'un groupe motopompe d'un débit de 480 m<sup>3</sup>/h;
- trois colonnes sèches installées au niveau des deux filtres à manches du dispositif de dépoussiérage et du silo de stockage des poussières, les colonnes étant alimentées en eau par un poteau incendie situé à proximité des installations via un tuyau placé sur un dévidoir dont l'emplacement est identifié par une pancarte bien visible.

Les moyens de secours sont maintenus en bon état et contrôlés périodiquement. Les extincteurs et les RIA datés de 2024 et 2025 sont vérifiés tous les ans par l'organisme Alerte Feu, la dernière vérification datée de septembre 2025 relève un bon état de l'ensemble des appareils.

S'agissant des poteaux incendie internes, une mesure de débit en simultané sur 3 poteaux

incendie a été réalisée par Alerte Feu le 22 octobre 2025. Les débits obtenus des poteaux implantés au nord, à l'ouest et au sud de l'usine se sont élevés respectivement à 211 m³/h, 157 m³/h et 230 m³/h, soit un débit cumulé de 597m³/h, largement suffisant par rapport au débit requis de 300m³/h.

Ainsi, les moyens disponibles sur le site (poteaux incendie et bêche d'eau) couvrent le besoin en eau nécessaire à la défense incendie.

Le système d'extinction automatique d'incendie a fait l'objet d'un contrat de maintenance et de vérification passé avec la société AAI le 19 décembre 2024. Selon les termes du contrat, il est prévu des visites de contrôle mensuelles, trimestrielles, semestrielles et annuelles de l'installation de sprinklage par l'organisme. L'exploitant a ainsi présenté à l'inspection les derniers rapports d'intervention périodiques (visite mensuelle du 18/11/2025, visite trimestrielle du 16/09/2025, visite semestrielle du 07/10/2025 et visite annuelle du 15/10/2025). Seul le rapport de visite semestrielle mentionne des observations ou propose des améliorations. L'exploitant devra justifier les actions correctives menées pour lever les observations relevées par l'organisme en charge du contrôle.

Concernant les colonnes sèches et la réserve d'eau incendie, l'exploitant indique ne pas procéder à de vérification périodique de bon état et fonctionnement de ces installations.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de fournir les justificatifs prouvant que les observations et les propositions d'amélioration énoncées dans le rapport de visite semestrielle du sprinklage ont bien été prises en compte. Dans le cas contraire, l'exploitant établit un plan d'action identifiant les actions et travaux à entreprendre pour lever les observations avant le prochain contrôle de vérification.

En ce qui concerne les colonnes sèches et la bêche d'eau, l'exploitant devra mettre en œuvre des vérifications périodiques de ces installations dont la nature (vérification visuelle, contrôle d'étanchéité des installations et équipements connexes, tests hydrauliques,...) et la fréquence seront à définir pour garantir leur bon état général et leur fonctionnement permanent. Une traçabilité de ces suivis périodiques sera également mise en place.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 6 : Surveillance et réseau de détecteurs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification des détecteurs

**Prescription contrôlée :**

A. L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. Il met en place des détecteurs dans les zones identifiées comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion définies dans l'étude de dangers et pouvant conduire à un ou des phénomènes dangereux identifiés conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que dans les locaux abritant des équipements concourant à la protection des installations (local de la pomperie incendie, local des alimentations de secours ...).

Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés.

L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement et d'entretien définies par le fabricant de ces détecteurs. Le déclenchement des détecteurs et les actions correctives ou préventives menées sont tracées.

B. Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, les réseaux de détecteurs associés disposent d'un report avec transmission de l'alarme en tout temps à l'exploitant, par report en salle de contrôle, au poste de garde ou via une télésurveillance.

Dans le cas d'une installation sous télésurveillance, une intervention suite à un déclenchement d'une alarme par l'un des détecteurs, est effective dans un délai maximum de trente minutes par une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'intervention.

C. Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité aux dispositions des points A et B du présent article sont réalisés avant le 1er janvier 2026.

#### **Constats :**

L'ensemble du site (halle de production, cellules de stockage, local cuverie, local IBC, locaux techniques et bureaux/locaux sociaux) est couvert par une détection automatique d'incendie, assurée par l'installation de sprinklage grâce aux têtes thermofusibles pour les halles et locaux techniques et par des détecteurs de fumée dans le pavillon administratif. La détection d'un incendie entraîne le déclenchement d'une alarme sonore et visuelle reportée sur le centrale incendie SSI puis vers le téléphone de la personne d'astreinte. L'alarme peut aussi être déclenchée manuellement par des boîtiers bris de glace répartis dans l'établissement.

Des détecteurs de pentane (gaz et vapeur inflammable) ont été installés au niveau de l'installation de stockage de pentane (cuves de stockage et aire de dépotage), de la dosimétrie (cabines de mélange des matières premières) et de la ligne de fabrication (four de séchage et table de coulée). Ces capteurs sont vérifiés tous les 6 mois par leur fournisseur, la société Dräger. L'exploitant a présenté par sondage les feuilles de résultats de la vérification semestrielle du 22 août 2025 des 3 capteurs de la zone extérieure de stockage de pentane. Le contrôle n'appelle aucun commentaire particulier de la part de l'organisme, la vérification des asservissements en fonction des seuils définis par l'exploitant (niveau 1 : 15% LIE et niveau 2: 30% LIE) et le matériel étant constatés conformes.

Par ailleurs, pour compléter la détection incendie précoce sur le site, le silo qui récupère les poussières issues des filtres à manches ainsi que le broyeur de plaques polyuréthane ont été pourvus d'un détecteur de CO. Les deux détecteurs sont également contrôlés tous les 6 mois par la société BE ATEX et la première vérification est intervenue le 13 novembre 2025. Le rapport d'intervention consulté le jour de la visite atteste la conformité des équipements (étalonnage et asservissement).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 :** Prévention du risque foudre

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 6.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositifs de protection contre la foudre

**Prescription contrôlée :**

Les installations sont protégées contre la foudre conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Article 18 de l'AM du 04/10/2010

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.

Article 19 de l'AM du 04/10/2010

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.

Article 20 de l'AM du 04/10/2010

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations « à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000, 2000 ou 4000 » autorisées à partir du 24 août 2008 « et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022 », pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en oeuvre avant le début de l'exploitation.

Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

Article 21 de l'AM du 04/10/2010

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».

Article 22 de l'AM du 04/10/2010

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

**Constats :**

Une analyse du risque foudre (ARF) ainsi qu'une étude technique ont été réalisées par BCM Foudre dans le cadre de la demande d'autorisation de 2022. Suite à la mise en activité différée de la 3ème halle de stockage et aux diverses modifications apportées en toiture (notamment des modifications sur les cheminées de rejet), l'ARF et l'étude technique ont été actualisées par la société ADEE Electronic respectivement le 29 avril 2024 et le 24 février 2025.

La vérification initiale après travaux des dispositifs de protection contre la foudre s'est déroulée le 30 octobre 2024 complétée le 22 avril 2025. Le rapport de vérification initiale rédigé par ADEE Electronic le 22 avril 2025 et consulté le jour de l'inspection, ne relève aucune observation et conclut que le système de protection foudre est conforme.

A noter que l'exploitant dispose bien d'une notice de vérification et de maintenance ainsi qu'un carnet de bord dont la trame a également été établie par ADEE Electronic.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Etat des matières stockées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 et 50

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification de l'état de stocks

**Prescription contrôlée :**

#### Article 49 de l'AM du 04/10/2010

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

#### Article 50 de l'AM du 04/10/2010

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

#### **Constats :**

L'établissement dispose d'un logiciel informatique nommé Divalto Infinity qui permet de gérer l'ensemble des produits présents sur le site, aussi bien les matières premières que les produits finis. Cet outil de gestion des stocks présenté par l'exploitant, mentionne entre autres les informations suivantes : la désignation du produit, la quantité du produit en fonction de son conditionnement (unités précisées: kg, m<sup>2</sup>, litre) et la zone de stockage désignée par un code (089 = zones de stockage des matières premières et 513 = zones de stockage des produits finis).

Cet état des stocks ne répond pas aux exigences réglementaires applicables : il est difficilement exploitable. Il ne permet pas de connaître les grandes familles de substances, produits, matières ou déchets (agents gonflants, polyols, MDI, additifs, tensio-actifs, catalyseurs, solvants, panneaux polyuréthanes, consommables...), leur quantité associée, la nature et le type de danger de ces produits (inflammable, toxique, combustible...), les mentions de danger nécessaires pour répondre aux critères de classement de la nomenclature des installations classées (rubriques 4XXX), les zones précises de stockage (local cuverie, local IBC, zone extérieure, halles de stockage,...) et enfin l'éventuelle rubrique ICPE associée avec le seuil autorisé fixé dans l'arrêté préfectoral du 29 août 2022. Ainsi, au vu de ce constat, l'exploitant n'est donc pas en mesure de justifier du non dépassement des seuils de classement ICPE des rubriques associées aux produits stockés, ni de la quantité totale approximative de substances, produits, matières ou déchets présents sur le site à la date de l'inspection.

Le logiciel est mis à jour quotidiennement par les entrées et sorties des produits. Il permet en temps réel d'avoir l'état des stocks des produits.

La liste des stocks générée par le logiciel de gestion est accessible depuis les ordinateurs des responsables et du directeur même si ces derniers ne sont pas présents sur le site. Ainsi, en cas de sinistre et/ou de perte d'utilité, l'état des stocks peut être extrait à distance et à tout moment depuis un poste informatique.

L'exploitant effectue un inventaire des matières premières toutes les fins de mois et un inventaire tournant sur trois mois pour les produits finis. Un inventaire complet est aussi organisé une fois par an en fin d'année.

Selon l'exploitant, les fiches de données de sécurité sont répertoriées dans une base de données informatique. Leur mise à jour n'est pas automatique, l'exploitant devant demander aux différents fournisseurs la dernière version des FDS des produits utilisés sur le site. Au regard de la rubrique 4130 (toxicité aiguë) applicable à l'établissement sous le régime de la déclaration, la FDS du produit catalyseur N,N-diméthylcyclohexylamin (DMCHA) de Borsodchem datée du 1er septembre 2025 a été consultée. L'identification des dangers (pictogrammes de danger) de la substance ainsi que les conditions de stockage tels que constatés lors de la visite du local IBC dans lequel est stocké le catalyseur, sont conformes au contenu défini dans la FDS.

Par ailleurs, l'exploitant ne disposait pas non plus d'un état des matières stockées sous format synthétique permettant de répondre aux besoins d'information de la population en cas d'incident ou d'accident.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de fournir un état des stocks conforme à la réglementation en vigueur, permettant de connaître la nature, la typologie des dangers présentés et les quantités approximatives des substances, produits, matières et déchets présents au sein des différentes zones de stockage de l'usine ainsi que la rubrique ICPE associée.

L'exploitant devra définir des modalités de communication de l'état des stocks lors de l'accueil des secours et intégrer ces modalités dans le plan d'opération interne.

L'inspection demande également à l'exploitant de disposer d'un état des matières stockées sous un format synthétique, présentant des informations lisibles et compréhensibles par le public permettant de répondre aux besoins d'information de la population en cas d'incident ou d'accident.



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 9 : Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement et manipulats**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 6.1.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des rétentions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement comprend deux aires de dépotage étanches :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une aire de dépotage « cuves de pentane » disposant d'une pente dans le but de canaliser un déversement accidentel vers le point bas de cette aire suffisamment dimensionné pour contenir le volume maximal (30 m3) d'un camion citerne en dépotage,</li> <li>- une aire de dépotage « cuverie » aménagée afin de collecter l'intégralité des fluides pouvant être accidentellement déversés. L'avaloir situé au point bas de cette aire qui permet l'évacuation des eaux pluviales en dehors des opérations de dépotage, est maintenu fermé pendant les dépotages. Cet avaloir est relié via le réseau d'eaux pluviales, au dispositif de rétention des eaux d'extinction incendie.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite de terrain, l'inspection a constaté que les deux avaloirs situés au point bas des deux aires de dépotage, contenaient entre autres, des copeaux de poussières issus du dépoussiéreur en quantité importante notamment dans l'avaloir de l'aire de dépotage du local cuverie. Lors de l'ouverture des vannes martellières constatées fermées, ces matières seraient dirigées vers le réseau d'eaux pluviales de la ZAC Mitra.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande de procéder rapidement à un nettoyage des deux avaloirs et de transmettre les justificatifs prouvant la réalisation de ces opérations de curage.</p> <p>L'exploitant devra mettre en place des consignes écrites de nettoyage des deux avaloirs afin de les maintenir propres en permanence et régulièrement nettoyés de manière à éviter les amas de poussières à l'intérieur de ces avaloirs.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois